

SHORT NEWS

L'autre élection

(dv) - Et voilà, la dernière élection pour cette année est terminée. Pour les électeurs du moins, car désormais, les dépouilleurs doivent encore accomplir leur tâche pendant plusieurs jours. C'est la raison pour laquelle il faudra patienter avant d'avoir une impression définitive des résultats des élections sociales qui se sont achevées ce mercredi. Pour connaître la composition de la Chambre des salariés, il faudra attendre le 2 décembre. La seule indication actuellement disponible est le taux de participation : avec 35 pour cent, il reste identique à celui de 2008. Par contre, l'on connaît déjà les résultats pour l'élection des délégué-e-s du personnel qui s'est déroulée dans toutes les entreprises employant au moins 15 personnes, soit au total 3.500. De ce côté-là, il semble que l'OGBL ait réalisé des avancées, même si son président, Jean-Claude Reding, a déclaré sur les ondes de la radio RTL qu'il ne fallait pas faire dans le triomphalisme. Les syndicats seraient encore absents de beaucoup d'entreprises bien que l'OGBL ait réussi cette fois-ci sa percée dans le secteur des services. Lors de sa soirée électorale, son concurrent, le LCGB, s'est également dit satisfait. Mais de toute évidence, l'OGBL maintient son statut de syndicat principal. Concernant les « petits » syndicats, la FNCTTFEL et l'Aleba, ils auraient également engrangé des avancées dans leurs secteurs respectifs.

Arcelormittal ne veut pas rendre son joujou

(lc) - Non, ils ne lâchent rien à la direction d'Arcelormittal. Ni dans les négociations avec les syndicats autour de la nouvelle convention collective, ni dans la nouvelle affaire des quotas de CO₂, qu'ils détiennent pour l'usine de Schifflange - pour une usine à l'arrêt depuis l'automne 2011. Déjà en juillet, le ministre délégué au développement durable, Marco Schanck, avait demandé, comme la loi le prévoyait et la Chambre l'exigeait, la restitution de ces quotas. Des quotas que l'Etat luxembourgeois avait mis gratuitement à la disposition du géant de l'acier. Arcelormittal refuse néanmoins la restitution et se pourvoit même devant le tribunal administratif contre cette sommation. Pour la direction d'Arcelormittal, la loi sur la restitution serait contraire aux principes européens. Bizarre, quand on prend en compte qu'en 2010, Arcelormittal fait appel à la justice contre le système européen des quotas, qu'il jugeait injuste, et avait perdu. Comme quoi, l'Europe peut toujours servir. Le grand perdant est le marché des quotas - qui dans tous les cas de figure a démontré son inefficacité totale.

Kläranlagen-Flop: Wer ist schuld?

(lm) - War es ein Versehen, dass sich Xavier Bettel als künftiger Premier vor einer Woche über die millionenschwere EU-Geldstrafe beklagte, die die alte Regierung verschuldet habe? Es geht um ein Verfahren der EU-Kommission wegen Nichteinhaltung der Abwasserdirektive von 1991; problematisch ist die Situation der Kläranlagen in Bettendorf-Bleesbrück, in Differdingen und ... in der Hauptstadt. Der Gemeinderat und Abgeordnete von Déi Lénk Justin Turpel ergriff die Gelegenheit, um eine offizielle Frage an den Noch-Bürgermeister zu richten, in der er seine Verwunderung über die Klage zum Ausdruck bringt. Denn in einer von Turpel zitierten Antwort auf eine parlamentarische Anfrage von 2006 hatte Innenminister Jean-Marie Halsdorf versichert, es sei Aufgabe der Gemeinden, die Abwasserentsorgung EU-konform zu machen. Im ebenfalls DP-regierten Differdingen wird der Gemeinderat von Déi Lénk Gary Diederich demnächst die gleiche Frage stellen. Ganz gleich, ob Bettels ursprüngliche Aussage ironisch gemeint war oder nicht, beim City-Breakfast am Mittwoch reagierte er mit Humor. Er werde mit Regierung und Gemeindeführung über dieses Thema beraten. Er versicherte der Presse allerdings auch, die Gemeinde habe alles Mögliche getan, um die Kläranlagen fristgerecht den EU-Standards anzupassen.

AKTUELL

CSV

La façade s'effrite

Luc Caregari

A peine trois semaines après les élections, la « grande dame » CSV commence à se remettre de sa gueule de bois et à montrer son vrai visage.

Ironie du sort, c'est chez les catholiques de gauche du mensuel Forum que les jeunes de la CSJ sont allés se confesser. Julie Wieclawski, Serge Wilmes et Pierre Lorang ont beau être des visages peu connus du grand public, nos confrères de Forum avaient misé juste en les invitant. Car ce que le public a pu entendre lundi dernier à l'Exit07 ne manquait pas de piquant. Devant un parterre composé de personnes qui ont certainement trouvé le chemin de l'Exit07 pour la première fois de leur vie, les trois ont débarrassé leurs soucis et leurs critiques. C'était Julie Wieclawski, membre du comité national de la CSJ, qui a été la plus dure avec son parti en se disant choquée de la façon avec laquelle le CSV avait traité ses coalitionnaires pendant les dernières décennies et trouvant inacceptable la façon dont les choses se sont passées le 10 juillet dernier à la Chambre.

Mais la position de Serge Wilmes a été la plus piquante. Le député et président de la CSJ s'est en effet laissé aller à estimer que certains de ses collègues au parlement ne seraient tellement pas aptes à l'opposition, « qu'on devrait leur apprendre à penser ». Il est pourtant très probable que Wilmes avait l'une ou l'autre arrière-pensée en brusquant la hiérarchie de son parti de telle sorte. Il ne faut pas oublier que la dernière fois que le CSV s'est retrouvé sur les bancs de l'opposition, le président de la CSJ était un certain Juncker, Jean-Claude de son prénom. Et que c'est justement pendant cette période que le grand patriarche a fait ses premiers pas en tant que jeune loup en politique. On peut du moins supposer alors que les mots de Wilmes étaient moins une critique spontanée de son parti qu'un coup tactique bien choisi. Car, il ne faut pas oublier que, avant le 20 octobre, le même Wilmes n'a pas osé formuler de critiques aussi brutales - comme tant d'autres il surfait sur la vague « JC ».

Cette sortie des jeunes a deux hics : d'abord, ils n'ont fait qu'enfoncer des portes ouvertes, du moins pour les personnes qui ne se sont



pas laissées emporter par le mirage conservateur. Et puis, rien n'est moins sûr que la réussite de la cure de jouvence qu'ils veulent prescrire au CSV. Le problème réside dans les décennies Juncker : en modernisant de force le CSV, il en a fait disparaître l'essence conservatrice, transformant le parti en une simple machine à pouvoir - une des raisons aussi de son éviction du gouvernement. En conséquence, les jeunes attirés par le CSV le sont probablement plus par opportunisme carriériste que par une conviction conservatrice. Ce qui, quand la machine à pouvoir est à l'arrêt, risque d'en détourner plus d'un.

Et il y a plus. En plus des incohérences de la jeunesse conservatrice, le moteur du grand CSV semble être bloqué. En tout cas, les mises en scène du pouvoir ne lui réussissent plus, comme on a pu le voir cette semaine. Alors que le Wort et certains membres du CSV avaient déjà préparé le terrain pour la grande nouvelle : Juncker accepte le poste de chef de fraction à la Chambre, ce mercredi à l'issue d'une réunion de la fraction conservatrice - il n'en fut rien. Que s'est-il passé ? On ne le saura probablement pas, vu que la culture du secret semble prévaloir dans les hautes sphères du CSV, comme le montre la réaction de Michel Wolter aux avances des jeunes de la CSJ : « La discussion critique doit avoir lieu derrière des portes closes. » Une revendication qu'il ferait mieux d'appliquer aussi à lui-même, car s'adresser, comme il l'a fait ce jeudi, à un député de déi Lénk fraîchement élu, avec : « Salut, trou du cul » - on s'en serait bien passé.